

MATTHIEU CALAME

LA FRANCE  
CONTRE L'EUROPE  
HISTOIRE D'UN MALENTENDU



[Les petits matins]

**Mathieu Calame, La France contre l'Europe, histoire d'un malentendu**, Ed. Les petits matins, 2019

L'auteur, directeur franco-suisse, de la Fondation Charles-Léopold-Mayer pour les progrès de l'homme, n'hésite à s'interroger sur la conception française de la construction européenne. Il pointe un malentendu qui n'est pas forcément souvent étudié. En effet, la France est longtemps apparue comme un moteur de cette construction très spécifique. Après une longue période d'investissement européen au moins jusqu'en 2005, elle s'est montrée très réservée sur sa suite. Il faut attendre l'élection d'Emmanuel Macron, à la présidence de la République, pour voir un certain retour des propositions européennes de la France.

Mais pour l'auteur, la France a toujours eu une approche ambiguë du projet européen pour des raisons qui tiennent à son histoire et sa conception de l'Etat. Les propositions du nouveau président restent modérées, par crainte que l'Europe fédérale soit en réalité une Europe allemande. Le malentendu viendrait justement de cette impossibilité pour la France de concevoir une fédération européenne dans l'avenir. Il ne faut jamais oublier que les Jacobins ont vaincu les Girondins à la Révolution. Beaucoup de commentateurs ont souvent dit que le projet français se résumerait dans l'idée suivante : « l'Europe, une France en grand ». Or aujourd'hui, l'Union européenne reste un « objet politique non identifié », pour reprendre la formule de Jacques Delors, entre une confédération d'Etats et un Etat fédéral. Cette nature complexe rend très difficile aux européens de comprendre vraiment cette Union européenne.

Ce malentendu est visible lors des renoncements français. En 1954, la France rejette le traité de la Communauté européenne de défense (CED) alors qu'elle était à l'origine du projet. Elle ne veut pas aller dans le sens fédéral à cette occasion. Cela aura de nombreuses conséquences pour l'auteur : « la construction de l'Europe économique est devenue un dogme. » On croyait alors que le passage de l'économie au politique se ferait de manière progressive. Cela restera très compliqué. En 2005, la France refuse de ratifier le traité établissant une constitution pour l'Europe, alors qu'un ancien président de la République française a présidé la Convention d'élaboration de ce texte. Le vote négatif de ce référendum est un nouveau rejet d'aller vers une Union plus politique. Encore un rejet d'un processus presque fédéral.

Or, pour l'auteur, le temps fédéral est venu si on veut que l'Europe existe dans les années à venir face aux puissances souvent organisées de manière centralisée et autoritaire comme la Russie ou la Chine, sans oublier d'autres qui le sont d'une autre manière comme l'Inde ou les Etats-Unis. Il s'agirait alors de partager d'avantage nos souverainetés, comme cela se réalise avec l'Euro, dans d'autres domaines. Cela suppose de s'interroger sur le fonctionnement d'une Fédération européenne et donner naissance à un Etat-nation européen. Pour l'auteur, cela induit que la France fasse un meilleur choix démocratique. « La France contre l'Europe, finalement c'était aussi la France contre les Français. Il le dit avec force : « Choisir l'Europe, c'est alors choisir les Français contre ce vieil avatar d'un Etat monarchique centralisé et autoritaire que les nostalgiques et les réactionnaires appellent la France. »

Pour faire ce saut fédéral, il est vrai très ambitieux, il faudrait plus regarder l'histoire de la confédération helvétique et le mode de fonctionnement de la Suisse actuelle pour imaginer les institutions d'une Europe fédérale. Il ne faut pas oublier que le philosophe suisse Denis de Rougemont a joué un rôle déterminant dans le mouvement fédéraliste européen dès 1947.

La démonstration est globalement convaincante même si le saut fédéral ne se décrète pas. La critique du « scénario macronien » est un peu trop rapide même si une certaine forme d'arrogance française demeure préjudiciable. En effet, la référence du président Macron à la souveraineté européenne est un pas important et novateur. Cette notion essentielle apparaît aussi dans le nouveau traité d'Aix-La-Chapelle de 2019. Le moteur franco-allemand reste indispensable, ce n'est pas un « frein moteur » comme le qualifie avec ironie l'auteur.

Cet examen de l'histoire d'un malentendu, la France contre l'Europe, est très stimulant et arrive à un moment essentiel, celui des élections européennes de mai 2019. Quelle Europe voulons-nous à l'heure où le monde change profondément, voilà la vraie question ?

**Henri Oberdorff**

Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes

Président de l'UPEG

Le 29 mars 2019